Une plus grande participation du Burundi aux missions de l'ONU en question

RFI, 28/10/2021 Burundi : les obstacles Ã une plus grande participation de troupes burundaises aux casques bleus
La question d'une plus grande participation du Burundi aux missions de paix de l'ONU a Ã©tÃ© au cÅ“ur de la visite de travail de deux jours de Jean-Pierre Lacroix, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral adjoint de l'ONU en charge des missions de paix Ã Bujumbura. Pour les autoritÃ©s burundaises, cette activitÃ© est devenue aujourd'hui la principale source de devises, alors que le pays traverse une grave crise Ã©conomique. Mais il reste encore des obstacles pour l'ONU.

Premier dÃ©fi, celui de la prÃ©paration des unitÃ©s qui doivent Ãªtre dÃ©ployÃ©es dans les missions de l'ONU.Â Le Burundi dispose d'un centre de formation de maintien de la paix au nord de Bujumbura. Mais depuis la crise de 2015, les instructeurs occidentaux qui y officiaient sont partis ;Â les Nations unies veulent vÃ©rifier, comme c'est la rÃ¨gle, le niveau de prÃ©paration des troupes que le pays voudrait mettre Ã leur disposition. HÃ©licoptÃ¨re, blindÃ©s, chars ou encore Ã©quipement individuel... chaque pays pourvoyeur de troupes doit Ã©quiper ses hommes en mission. C'est une vÃ©ritable Ã©pine pour le Burundi qui n'en a pas les moyens en raison de la grave crise Ã©conomique qu'il traverse. Autre sujet de prÃ©occupation, Â la Â«Â conduite et discipline des Casques bleusÂ Â», un domaine oÃ¹ les Nations unies pratiquement dÃ©sormais la tolÃ©rance zÃ©ro. Or, l'ONU a demandÃ© Ã Gitega depuis cinqÂ ansÂ d'enquÃªter sur desÂ allÃ©gations d'abu sexuelsÂ contre une vingtaine de casques bleus burundais dÃ©ployÃ©s Ã l'Ã©poque au sein de la Minusca en Centrafrique. D'autres cas se sont rajoutÃ©s depuis, mais jusqu'ici ces enquÃªtes n'ont pas encore abouti, dÃ©plore notre source. Enfin, le gouvernement burundais cherche rÃ©guliÃ¨rement Ã imposer au sein de son contingent engagÃ© dans la Minusca, des officiers accusÃ©s de violations graves des droits de l'homme dans le pays depuis la crise de 2015, au grand dam de l'ONU. Elle veut dÃ©sormais un contrÃ´le strict en amont avant tout dÃ©ploiement de troupes.